

Bark, Dennis L. (Ed.) *The Red Orchestra : Instruments of Soviet Policy in Latin America and the Caribbean*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, 158 p.

Claude Morin

Volume 19, numéro 2, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702365ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702365ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morin, C. (1988). Compte rendu de [Bark, Dennis L. (Ed.) *The Red Orchestra : Instruments of Soviet Policy in Latin America and the Caribbean*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, 158 p.] *Études internationales*, 19(2), 396–398.
<https://doi.org/10.7202/702365ar>

département d'État. Le rapprochement avec les États arabes prend le pas sur le resserrement des liens avec Israël qu'avait semblé indiquer la signature du MOU; de plus le contexte international change avec le renforcement du terrorisme (destruction de l'ambassade américaine à Beyrouth, le 19 avril 1983, celle du quartier général des Marines le 23 octobre), et surtout avec le renforcement des liens soviéto-syriens. Reagan décide donc en 1984 d'abandonner la partie au Liban.

Quelques mois auparavant, le 1^{er} septembre 1983, le Plan Reagan avait été proposé dans le but de désembourber le processus de paix au Moyen-Orient et de trouver un règlement au problème palestinien. Mais un an plus tard ces espoirs étaient déçus. Ni la Jordanie ni l'Arabie saoudite ne s'étaient montrées enthousiastes. Le rôle désormais joué par la Syrie fermement appuyée par Moscou, et plus encore les liens — qui n'avaient pas été perçus clairement à Washington — entre les problèmes palestinien et libanais, avaient été autant d'obstacles sur la route d'un règlement.

Les incertitudes et les échecs de la politique américaine au Moyen-Orient s'expliquent, selon Novik, d'abord par l'attitude de l'opinion américaine, désireuse de voir à nouveau s'affirmer la puissance des États-Unis hors des frontières, mais vite réticente dès qu'il s'agissait d'engager les *boys* à l'étranger; également par les tensions croissantes entre le département d'État et le Pentagone. D'où finalement le retour à la politique du « gendarme régional », et les ventes d'armes accrues aux États du Moyen-Orient. Bref, à l'automne 1984, l'Administration Reagan n'a pas tenu ses promesses de projeter une image de *Credibility, Continuity and Consistency*. Mais elle a commencé son « éducation » ainsi que celle de l'opinion américaine, offrant ainsi les chances d'une politique plus ferme dans les années à venir.

À coup sûr, on peut regretter que les développements de Novik soient souvent trop rapides, notamment dans la deuxième partie. Les grandes lignes du Plan Reagan ne sont pas exposées clairement, et, en ce qui concerne l'opération Galilée, le problème essentiel de savoir dans quelle mesure le département d'É-

tat a été informé à l'avance n'est pas évoqué. De même les conclusions manquent un peu de relief (si le succès de la politique américaine au Moyen-Orient ne dépendait que de l'heureux aboutissement d'un processus d'éducation, pourquoi, au cours de son second mandat, l'Administration Reagan n'a-t-elle pas volé de victoire en victoire?) Cependant, *Encounter with Reality* demeure un ouvrage extrêmement utile parce que synthétique et nourri de multiples et précieuses informations tirées de la presse et des sources officielles américaines, et pour certains passages, de la presse et d'ouvrage israéliens.

Denise ARTAUD

CNRS, Paris

UNION SOVIÉTIQUE

BARK, Dennis L. (Ed.) *The Red Orchestra: Instruments of Soviet Policy in Latin America and the Caribbean*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, 158 p.

Quel titre percutant que celui de ce livre ! Il évoque pour nombre de lecteurs potentiels le nom de ce réseau soviétique d'espionnage actif en Allemagne et en Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Il cadre admirablement bien avec la thèse des auteurs : l'Union soviétique dirige tel un chef d'orchestre un immense réseau de gouvernements, d'organisations qui sont autant d'« instruments » au service de sa politique étrangère. Mais la métaphore pourrait être retournée contre les onze auteurs qui embouchent à l'unisson la même trompette néo-conservatrice, éminemment manichéenne, qui charme et que joue l'administration Reagan.

Ce que ce livre a de plus choquant et d'inexact, c'est moins la vision d'une Union soviétique expansionniste, superbement intrigante, que celle d'un Tiers Monde voué à n'être que le valet docile d'une superpuissance totalitaire à défaut d'être l'allié des États Unis, champion des libertés et de la démocratie. Deux mots reviennent constamment pour désigner ceux qui collaborent avec l'URSS : « pro-

xies » et « *surrogates* ». Les auteurs auraient mieux fait de s'interroger sur les facteurs locaux qui font que cette collaboration n'est pas contre nature, y compris, sous plusieurs réserves, pour les majorités, ces victimes d'un mal-développement. Cette perspective est celle d'analystes qui regardent le Tiers Monde avec la lunette de la soviétologie. Non seulement les auteurs sont-ils des soviétologues de seconde main (pas de référence en russe), mais aucun n'est un latino-américaniste.

La contribution la plus caricaturale concerne un « réseau » mis en place aux États-Unis pour propager la désinformation à propos du Salvador. Les organisations de solidarité seraient autant de taupes à l'aide desquelles l'URSS infiltrerait « the nation's intellectual texture » (p. 126). Or dans ce dossier c'est l'information qui est subversive. Radu chausse les mêmes lunettes lorsqu'il voit l'œuvre en Amérique centrale un autre « réseau de groupes, d'individus, d'intérêts et de gouvernements » sur lequel l'URSS peut compter comme sur des « valets » (*proxies*). L'URSS tirerait sa force de sa capacité à user d'organisations « parapluies » pour dissimuler son implication et en réduire les coûts. Si les révolutionnaires (étiquetés « marxistes-léninistes ») d'Amérique centrale ont en commun une « croyance déclarée, consistante et vivement ressentie que les États-Unis sont leur principal ennemi » (p. 88), ce n'est pas en vertu de leur marxisme-léninisme ou d'une quelconque influence soviétique, c'est en raison d'une histoire qui a fait des États-Unis une puissance du statu quo ou de la contre-révolution dans le Bassin des Caraïbes au XX^{ème} siècle. De même Falcoff refuse-t-il de voir en Cuba un acteur autonome dont la défense (par des moyens non-militaires) dépend de son internationalisme planétaire. L'isolement continental l'a poussé vers l'Afrique où Cuba a trouvé un terrain propice à sa politique de principes. N'en déplaise à Falcoff, l'opération Carlota — le transport des troupes cubaines en Angola en 1975 — montre que Cuba peut organiser une grande mission sans l'aide des Soviétiques.

L'ouvrage a bien quelque mérite. Les études de Fukuyama et de Shultz sont à la fois mieux informées et mesurées. Le premier conclut que « l'expansionnisme soviétique est

dans une large mesure mû par l'occasion » (« *opportunity-driven* » ; p. 43). L'URSS s'est limitée à exploiter des occasions nées de contextes locaux. Une nouvelle stratégie à l'égard du Tiers Monde serait visible vers 1975. L'URSS compterait moins sur des dirigeants amis et sur l'assistance militaire et économique, qu'elle ne rechercherait une institutionnalisation des relations fondée sur la création de partis d'avant-garde, l'appui aux appareils de sécurité et la formation d'un réseau de défense collective. Le second dresse un inventaire des instruments d'appui aux « mouvements rebelles ». Il distingue les mesures politiques, tels la propagande et le noyautage d'organisations internationales, et les moyens paramilitaires, au rang desquels figurerait en bonne place l'emploi de troupes auxiliaires (RDA, Bulgarie... Cuba). Encore une fois les acteurs sont ramenés à des rôles d'exécutants comme s'ils n'avaient pas d'intérêts propres à promouvoir au moyen de ces missions à l'étranger.

À lire ces nouveaux croisés, je crois reconnaître une vieille illusion. Dans les années 60, Washington s'était laissé prendre au bluff de Nikita Krouchtchev et à ses prétentions de diriger les mouvements rebelles en Amérique latine. Voilà qu'une allusion de Tchernenko (en juin 1983, devant le Comité central du PCUS) au « travail idéologique » et à un « orchestre bien arrangé » éveille les mêmes phobies conspiratrices. Pourtant cette déclaration qui sert à justifier le titre de l'ouvrage (p. 10) exprime davantage un objectif qu'une réalité. Encore reconnaît-elle à chaque « instrument » une « voix distincte », y compris la possibilité de « jouer son thème ». Il s'en faut que la « direction adroite » souhaitée soit réalisée au seul avantage de l'URSS. Qu'importe : à défaut de preuve, il convient d'agir comme si la relation était prouvée. Le secrétaire d'État J.F. Dulles ne faisait pas autrement en 1954 quand il reconnaissait qu'il n'existait aucune preuve liant le gouvernement d'Arbenz à l'URSS. Sa politique n'en était pas moins fondée sur la conviction qu'un tel lien *devait* exister et qu'il fallait renverser le gouvernement élu du Guatemala coupable de réformes que les États-Unis ne pouvaient tolérer dans leur « hémisphère »... On refuse de voir

la poutre dans son oeil. En matière de réseau, de valets, de forces auxiliaires, les États-Unis n'ont rien à envier à l'URSS. Peut-on trouver de meilleurs exemples de « *proxies* » que le Honduras et les « *contras* » ?

Je me demande comment ce livre sera accueilli parmi les analystes de la CIA. L'un d'eux a déjà émis une critique cassante à propos d'un précédent ouvrage signé par l'un des auteurs (R. Shultz, *Dezinformatsia*): « Naive assumptions and erroneous history make good propaganda but bad policy. They serve neither scholarship nor the national interest. » (*Studies in Intelligence*, hiver 1984). Ce jugement me paraît devoir s'appliquer aussi à *Red Orchestra* !

Claude MORIN

Université de Montréal

DESTLER, I.M. *American Trade Politics: System under Stress*. Washington (D.C.) Institute for International Economics, New York (N.Y.) The Twentieth Century Fund, 1986, 382 p.

Cet excellent livre examine l'affaiblissement de l'attitude antiprotectionniste aux États-Unis depuis déjà le début des années soixante-dix. L'auteur commence son premier chapitre en évoquant une étude, parue en 1935, du tarif Smoot-Hawley (1930), si souvent inculpé d'une responsabilité majeure à l'égard de l'intensification de la Grande Dépression. Et Destler termine son dernier chapitre en citant de Schattschneider, auteur de l'ouvrage de 1935: « Manier les pressions, c'est gouverner; les laisser incontrôlées, c'est abdiquer ».

L'idée caractéristique de l'ouvrage de Destler est celle du désirable manque de sincérité politique. Aidez-moi à tout faire pour ces intéressés sans toutefois pouvoir rien accomplir: telle serait la prière traditionnelle du député, que le bon vieux système — la « protection du Congrès » — aurait exaucée. « Pour les partisans du commerce extérieur ouvert, l'isolement [c'est-à-dire le manque de compétence] du Congrès constitue une nécessité politique » (p. 200). Commerce ouvert,

politique fermée (p. 60). Cet isolement aurait été un aspect capital d'un système qui, dans la suite, serait mis à rude épreuve.

Les trois parties du livre s'articulent avec concision: « Origine » (36 p.); « Erosion » (140 p.); « Prescription » (46 p.). Suivent deux Appendices: A, « 1984 et 1985, comportement différent de l'exécutif » (15 p.) et B, « Procès administratifs relatifs aux importations » (105 p. de tables qui se rapportent aux années 1975-1985). Il y a aussi un glossaire et un index (de 12 p. chacun). La préface (3 p.) explique que l'auteur concentre son attention sur la politique des importations; la justification principale en serait non seulement que la pression visant la protection contre les importations serait pour les États-Unis le plus persistant et le plus épineux des problèmes du commerce extérieur, mais aussi que la réaction à ce problème aurait tendance à déterminer la réponse du gouvernement américain aux intérêts exportateurs. En d'autres termes, la meilleure défense contre les pressions nationales anti-importation pourrait par exemple être une tactique internationale pro-exportation (*export politics*) — marchandage qui attirerait le soutien des exportateurs américains.

Dans sa première partie, Destler raconte que le tarif moyen américain (importations soumises aux droits de douane) était tombé de 60 % en 1931 à 5,5 % en 1985. Voilà la conséquence de la protection du Congrès qu'aurait créée, à peine quatre ans après Smoot-Hawley, la loi des Accords Commerciaux Réciproques. Cette loi délégua à l'exécutif le pouvoir de marchander — de réduire des droits américains en échange de réductions offertes par un autre pays. Cette délégation (que justifiait la capacité présidentielle en matière de traités) était acceptablement temporaire: elle fut plusieurs fois renouvelée (ou élargie, comme en 1962 par la loi dite de l'Expansion des Exportations). Un autre aspect de l'irresponsabilité protectrice du Congrès aurait été les recours administratifs accordés aux industries souffrant de la concurrence étrangère, peut-être par suite de concessions tarifaires américaines (Appendice B). « Plutôt que d'essayer d'arbitrer les innombrables revendications commerciales, les législateurs pouvaient indiquer 'le règlement'